

COMMUNIQUÉ

Un budget dévastateur !!!

Montréal, 1^{er} avril 2010. Le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) réagit très froidement au budget déposé par le ministre des Finances, M. Bachand, ce mardi 30 mars 2010. Le RQ-ACA se dit profondément choqué et irrité des orientations contenues dans ce budget. « *Le gouvernement aurait pu faire des choix différents afin de rétablir une certaine justice fiscale et sociale en puisant dans les poches des mieux nantis de la société au lieu de privilégier l'augmentation de tarifs de certains services publics et de creuser le déficit appréhendé* » de dire Mme Leahey, présidente du RQ-ACA. Au lieu de cela, le gouvernement Charest s'attaque de front à la classe moyenne et introduit un nouvel « impôt santé » qui, encore une fois, est un geste inéquitable entre la classe moyenne et les mieux nantis. Bref, « *pour le RQ-ACA ce budget creuse davantage l'écart entre les riches d'une part et la classe moyenne et les plus pauvres d'autre part* » de dire Mme Leahey. Le gouvernement a très clairement choisi le camp des « lucides ».

Justice fiscale

Dans son mémoire déposé en décembre dernier lors de la consultation prébudgétaire, le RQ-ACA rappelait au gouvernement sa responsabilité de rétablir une fiscalité visant une plus grande justice sociale. Depuis plus d'une quinzaine d'années, les gouvernements, tant péquistes que libéraux, ont fait des choix budgétaires découlant d'une idéologie dite néolibérale plutôt que d'appliquer des politiques favorisant l'ensemble de la population. Comme le souligne Mme Leahey, « *depuis plus de quinze ans, les gouvernements ont privilégié les baisses d'impôt favorables principalement aux mieux nantis se privant ainsi de revenus évalués à plus de 5 milliards de dollars annuellement. Cette stratégie a eu pour conséquence une détérioration importante dans les services publics (dont en santé et en éducation) et une augmentation des tarifs de toutes sortes (entre autres pour les centres à la petite enfance, pour l'électricité, etc.). Pourtant, le gouvernement a tous les outils pour ajuster ses politiques en fonction d'une véritable justice fiscale !* »

Et le communautaire...

En ce qui concerne le soutien financier du gouvernement québécois aux organismes d'action communautaire autonome (ACA), Mme Leahey « *ne peut que déplorer les faibles efforts du gouvernement Charest en ce sens.* » Par exemple, le budget alloué aux organismes communautaires en santé et services sociaux augmente seulement 0,4% ce qui ne couvre même pas l'augmentation du coût de la vie.

Pourtant, des dizaines de milliers de personnes utilisent les services offerts par les organismes d'ACA, particulièrement dans un contexte de crise socio-économique qui perdure. Bien plus, des milliers de personnes participent à la vie associative de ces organismes constituant ainsi une formidable école pour exercer une citoyenneté active. Que ce soit dans un organisme intervenant dans le domaine de l'alphabétisation, de la famille, de la consommation, des handicaps physiques, des droits des femmes ou des gaies et lesbiennes, de l'environnement ou autres, ces organismes constituent un espace de parole pour les citoyennes et les citoyens tout en contribuant à identifier des pistes de solution aux problèmes auxquels ces organismes s'attaquent. En terminant, Mme Leahey déclare que « *le gouvernement québécois se doit de soutenir adéquatement ces organismes puisqu'ils constituent une des pièces maîtresses de la vie démocratique au Québec. Le RQ-ACA continuera donc à exiger un véritable effort afin que le gouvernement augmente son soutien financier en conséquence.* »

- 30 -

Pour information : Normand Gilbert, coordonnateur du RQ-ACA
Tél. : (514) 845-6386 / coordination@rq-aca.org

Note : Le RQ-ACA regroupe plus d'une cinquantaine de regroupements et organismes nationaux en action communautaire autonome rejoignant plus de 4 000 organismes à travers l'ensemble du Québec.